CAP N° 5 DE TITULARISATION DU 21 MARS 2012

DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉLUS DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES À LA CAP N°5

L'exercice traditionnel d'une CAP de titularisation s'ouvre souvent sur une déclaration de politique générale ; celle de cette année va, pour une fois déroger à la règle pour permettre de rentrer d'emblée dans le vif du sujet « formation ».

Les documents présentés sont édifiants, et inquiétants d'un certain point de vue ; nous avons, comme chaque année, quelques interrogations sur certains résultats : les épreuves dites « cœur de métier » attirent notre attention ; aussi, comprendrez-vous que nous ayons quelques questionnements sur ce sujet.

Que devons-nous penser en effet des notes obtenues par certains stagiaires sur des épreuves telles que la topographie ?

Si l'accident « de contrôle » peut être compréhensible, certains éprouvent, à tout le moins, des difficultés à obtenir une forme de validation de leurs connaissances ; cela est rattrapé, pour certains par…la fiscalité !

Il y a tout de même de quoi y perdre son latin ! Loin de tirer des leçons de ce que nous écrivons chaque année, (et les stagiaires le soulignent à leur manière) il existe un réel décalage entre une école qui s'affiche « de formation professionnelle » et la dure réalité des services.

La pudeur de l'administration va jusqu'au point que cette dernière n'affiche plus les résultats des collègues promus par examen professionnel. Votre volonté de transparence s'arrête hélas bien vite ; il aurait été intéressant pour les agents, de pouvoir mesurer, pour le collègue concerné et celui qui souhaite rentrer dans le métier, le niveau de compétence qu'il faut atteindre.

Vous n'avez pas souhaité diffuser les résultats cette année, contrairement à ce qui se fait habituellement ; la CGT Finances publiques considère pour sa part que quel que soit le mode d'entrée à l'ENFIP de TOULOUSE, l'acquisition de compétences ne souffre pas d'exceptions : les résultats des collègues promus par EP doivent faire l'objet d'une communication aux organisations syndicales, au même titre que celle des stagiaires. Est-ce à dire que vous considérez que l'EP se suffit à lui-même, sans vous préoccuper de savoir si les acquisitions de base sont consolidées ?

Les faits sont têtus : les collègues devront dès leur arrivée en service remplir leurs missions, souvent en solo, mais avec un « label formation » DGFIP.

Pour autant, ce « label » si souvent brandi par vous, existe bel et bien ; mais hélas, il est loin de coller à la réalité.

Pour s'en convaincre, il faut examiner à la loupe les restitutions qu'en font les stagiaires de manière récurrente ; certains ratios obligent à réfléchir, tant par leur niveau que leur cohérence.

Comment analyser en effet le fait que *« PCI Vecteur montée en charge »* soit à ce point bas dans l'appréciation portée par les stagiaires? Ce sera pourtant le cœur de mission des collègues de cette promotion qui vont devoir s'intégrer (souvent d'office ! ! !) dans nos services… Et ce n'est pas la délivrance de documents sous *« PCI consultation »*, aussi importante soit cette tâche, qui vient infléchir la tendance.

Montreuil, le 28 mars 2012

Syndicat national
CGT Finances Publiques
Case 450 ou 451
263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex
dgfip@cgt.fr
www.financespubliques.cgt.fr
Tél. : 01.48.18.80.16

De même, comment analyser l'excellente maîtrise de la FDL dite « de bureau », qu'affichent nos jeunes collègues par rapport à celle qu'ils sont censés traiter, à savoir une fiscalité « de terrain », voire d'expertise ?

Dans l'optique d'une révision des valeurs locatives, ces carences font désordre dans le tableau. D'ailleurs, à ce sujet, les agents (rescapés de 1990 ou nouvellement titularisés) inquiets vous demandent une communication et un cap clairement définis ; nous avons déjà fait état de rumeurs persistantes de mise en échec de vos propositions. Qu'en est-il exactement ?

Décidément, le monde idéal de l'ENFIP reste radicalement différent d'une réalité bien moins belle que l'administration veut faire croire.

Toutefois, à aucun moment, la DG ne remet en cause ou n'ajuste son enseignement (ou si peu), alors que le monde de l'information géographique, et des géomètres est en perpétuelle évolution ! Pour s'en convaincre, il suffit juste de regarder les processus engagés sur la convergence !

En fait, la DG s'est fixée des objectifs et des missions sans s'assurer de la formation de ses agents. Pire, elle semble anticiper des évolutions comme toujours dissimulées ; elle les forme donc à toute autre chose !

A tout le moins, il s'agit d'une réactivité calculée, sans aucune franchise ni moyens, pour assurer la pérennité d'une mission.

Dès lors, comment envoyer des stagiaires rouler gratuitement pour l'administration ? Vue la flambée des prix du litre de carburant, la rémunération des cadres A, B, ou C suffirait donc amplement à y satisfaire ?…Comment peut-on attendre de ces agents qu'ils exercent leur mission de service public en toute sérénité ?

De plus, leur affectation souffrira directement des 39 suppressions « officielles »d'emplois décidées en toute clairvoyance par des directeurs, « candidats spontanés » par ailleurs à l'expérimentation sur la convergence (nous y reviendrons dans les prochains jours…).

Si l'on rajoute au tableau une situation des services pour le moins hétérogène, voire chaotique, dans le contexte CDI/CDIF, l'administration offre une image extrêmement trouble, sinon inquiétante, et en tout cas de nature à perturber tant l'usager que les agents .

La conception des services publics que la CGT propose est claire : des agents formés, et donc compétents pour assurer les missions de service public partout sur le territoire. Cette approche heurte frontalement les intérêts européens, défendus par les tenants réactionnaires et libéraux, du « moins d'Etat permanent » : la surenchère quasi-quotidienne des candidats désignés favoris à l'élection présidentielle sur leurs objectifs de casse du service public fiscal et foncier demeure très inquiétante pour notre syndicat.

Nous remercions le bureau RH1A pour sa disponibilité lors de la consultation.